

10e anniversaire

FORUM
DE LA SOCIÉTÉ CIVILE

ABIDJAN 7- 9 MAI 2019

ENGAGER LA SOCIÉTÉ CIVILE DANS L'ACCÉLÉRATION DE L'INTÉGRATION RÉGIONALE POUR LA PROSPÉRITÉ ÉCONOMIQUE DE L'AFRIQUE

RAPPORT GÉNÉRAL

AFRICAN DEVELOPMENT BANK GROUP
GROUPE DE LA BANQUE AFRICAINE
DE DÉVELOPPEMENT

TABLE DES MATIÈRES

Remerciements

Introduction

Séance inaugurale

Séance 1 : Faire connaissance avec la Banque africaine de développement (BAD)

Séance 2 : La stratégie d'intégration régionale de la BAD

Séance 3 : La reconstitution du Fonds Africain de Développement (FAD-15)

Séance 4 : Faire connaissance avec les BMD (Banques Multilatérales de Développement)

Séance 5 : Mobilisation sociale et Plaidoyer en faveur de la reconstitution du FAD-15

Séance 6 : Entrepreneuriat et innovation sociale pour l'intégration de l'Afrique

Séance 7 : Rencontre avec la Direction de la BAD

Déjeuner de travail : Engagement des blogueurs et «Web activistes »

Déjeuner de travail : L'engagement des femmes dans l'intégration régionale

Séances organisées par les Organisations de la Société Civile OSC
(voir annexes pour plus de détails)

Conclusion

Annexes

Acronymes



Remerciements

Nous adressons nos remerciements aux participants de la dixième édition du Forum de la société civile. Grâce à votre participation à cette édition spéciale, vous avez tous contribué à poser la pierre angulaire de la collaboration entre la Banque africaine de développement et la société civile africaine. Nous tenons à exprimer toute notre gratitude aux représentants des organisations de la société civile qui sont venus de tous les coins du continent et du monde pour échanger leurs idées et opinions sur une meilleure collaboration en vue de la réalisation de notre objectif commun : l'amélioration des conditions de vie des populations africaines.

Nous remercions le président de la Banque africaine de développement, Dr Akinwumi Adesina, pour son leadership et son soutien, deux éléments incontournables pour un engagement plus solide avec la société civile. Nous remercions particulièrement les vice-présidents, directeurs, chefs de division, personnels et consultants qui ont participé à la préparation, à l'organisation et à la tenue de cet événement. Nous remercions également nos collègues représentants des banques multilatérales de développement qui ont saisi l'opportunité et fait du Forum une plateforme de promotion des programmes des institutions de développement en collaboration avec la société civile.

Cette dixième édition a été marquée par le lancement de la campagne de plaidoyer et de mobilisation sociale pour la reconstitution des ressources du Fonds africain de développement. Nous devons le succès de ce lancement à votre présence et votre dévouement à la mise en lumière de l'impact de la Banque africaine de développement sur le terrain.

Alors que les pays africains adoptent une stratégie pour une intégration efficiente aux niveaux continental et régional (la Zone de libre-échange continental est entrée en vigueur le 30 mai), le Forum a confirmé le rôle charnière que joueront les organisations de la société civile dans la mise en œuvre de cette stratégie. Nous avons hâte de voir les fructueuses discussions aboutir à des actions concrètes bénéfiques à toutes et tous à travers le continent.





Introduction

Le Forum de la société civile a célébré son dixième anniversaire sous le thème « Engager la société civile dans l'accélération de l'intégration régionale pour la prospérité économique de l'Afrique ». Cette édition a succédé à la réunion statutaire du comité de la société civile de la Banque africaine de développement qui s'est tenue le 6 mai 2019. Durant trois jours, la réunion a constitué une plateforme de dialogue où un objectif commun a été défini : l'accélération des efforts pour faire entendre les priorités des citoyens dans les activités de la Banque africaine de développement. Le Forum a permis aux acteurs du développement (notamment la BAD, les organisations de la société civile (OSC), les organisations non gouvernementales (ONG) et les entrepreneurs sociaux) de faire entendre les priorités des citoyens et de débattre sur le rôle de la société civile dans la mise en œuvre de la priorité « Intégrer l'Afrique » de la stratégie High 5.

Depuis le début de son mandat, le Président Akinwumi Adesina met l'accent sur l'importance de l'engagement de la société civile dans l'atteinte des objectifs prioritaires de la Banque pour le développement de l'Afrique. L'espace public africain a évolué vers une société plus ouverte où un seul et unique acteur ne peut transformer seul la vie des communautés africaines de manière effective et qualitative. Ce n'est qu'à travers une approche participative et multipartite que la stratégie décennale 2013-2022 de la BAD peut être assurée.

Suivant les changements globaux en matière de technologie, de mondialisation, de géopolitique et de marchés émergents, les rôles et responsabilités de la société civile se sont étendus en Afrique. Dans leur quête d'une résolution efficiente des questions prioritaires, les OSC sont de plus en plus perçues non plus seulement comme des défenseurs ou des fournisseurs de services, mais aussi comme des acteurs du changement, des vecteurs d'influence politique, des incubateurs de projets, des experts et des partenaires opérationnels. Ces organisations sont à présent des acteurs du développement agissant sur la scène internationale en tant que partenaires clés.

En marge de ce dixième anniversaire qui confirme l'engagement à long terme de la BAD avec les OSC, la division Société Civile et Engagement Communautaire de la BAD a lancé un appel à l'action aux OSC afin qu'elles soutiennent les efforts de reconstitution des ressources du Fonds africain de développement. L'appel a été bien accueilli par les représentants des OSC qui se sont engagés à militer pour la reconstitution des ressources du Fonds. Ils le considèrent en effet comme un instrument pour l'amélioration de la vie des communautés locales qu'ils soutiennent à travers leurs activités. La dixième édition du Forum de la société civile a été une étape importante dans la relation entre les acteurs institutionnels et ceux de la société civile dans le cadre du développement de l'Afrique et la promotion de leur programme commun.



Séance inaugurale

MODERATEUR:
Gilles ATAYI, *Fondateur d'«Afrique Consciente»*

INTERVENANTS
Alma OUMAROU, *Ministre conseiller spécial du Président, Niger (champion de la Zone de Libre-Echange Continental Africaine — ZLECAf — Union Africaine)*

Khaled F. SHERIF, *Vice-président en charge du Développement régional, de l'intégration régionale et de la prestation de services (BAD)*

Cheikh Tidiane DIEYE,
Directeur exécutif, Centre africain pour le Commerce, l'intégration et le développement

Le discours d'ouverture du dixième Forum de la société civile a insisté sur l'importance d'une intégration régionale pour la prospérité économique de l'Afrique, importance présentée comme une priorité absolue. Le modérateur a souhaité la bienvenue aux participants et a reconnu l'importance de la participation des OSC aux efforts de la BAD pour la reconstitution des ressources du Fonds Africain de Développement (FAD-15). La Banque a souhaité apporter davantage de transparence et de responsabilité à ses activités. Elle a également encouragé les participants à s'impliquer dans le développement inclusif du continent.

Le modérateur a débuté par une présentation des conditions actuelles du commerce intrarégional en Afrique. L'accord relatif à la Zone de libre-échange continental africaine (ZLECAf) signé en mai 2018 et ratifié par 22 pays est entré en vigueur le 30 mai 2019. En 2018, le commerce intra-africain représentait 15 % de la totalité des échanges commerciaux. Ces chiffres ne sont pas très élevés, comparés aux régions bien intégrées telles que l'Asie (54 %) et l'Europe (70 %). L'Afrique devrait multiplier les échanges commerciaux en son sein. Pour ce faire, des améliorations sont nécessaires au niveau des infrastructures, des télécommunications, des moyens de communication, etc. L'objectif est d'atteindre 23 % d'échanges intrarégionaux d'ici à 2025. L'implication et l'inclusion des OSC sont primordiales. Alors que les activités de la BAD s'étendent, il est impératif d'assurer une appropriation et d'aligner ce processus aux besoins des populations africaines.

Le panel a souligné le fait que la réalisation de l'intégration est un des plus grands défis du développement du continent. L'obstacle principal ici est le changement des attitudes et des opinions des économies fragmentées.



Les points principaux suivants ont été soulevés dans le but de faire avancer le programme d'intégration régionale avec le soutien des OSC :

1. L'importance d'une coordination des actions entre les différentes parties prenantes : plutôt que d'agir séparément, les États et les OSC doivent se considérer comme des partenaires pour la défense des intérêts mutuels. Les États devraient donc concerter leurs efforts d'implication des OSC dans les négociations commerciales.
2. Le besoin d'impliquer les communautés locales dans les projets transfrontaliers : les OSC doivent porter la voix des communautés dans le processus de prise de décisions afin de garantir que ces dernières soient bénéfiques aux communautés. Étant donné leur rôle spécial d'émissaires des communautés, les OSC et la BAD doivent travailler de concert pour faire la différence pour les populations sur le terrain.
3. L'accent a été placé sur l'aide aux activités commerciales des PME, activités qui restent inférieures à celles du commerce informel. Une stratégie relative au secteur informel est nécessaire. Les OSC sont le meilleur moyen d'assurer la protection des intérêts des commerçants de ce secteur.
4. Les commerçantes passent beaucoup de temps le long des frontières où elles sont exposées à des risques tels que les violences basées sur le genre. Avoir une approche fondée sur le genre et mettre en place un bureau d'information pour le commerce aux frontières afin que les femmes accèdent aux informations et minimisent leur exposition est une priorité absolue.
5. Le premier pas vers l'intégration économique est l'éradication des conflits et la consolidation de la paix. La BAD doit déployer ses efforts selon un ordre de priorité dans ses activités, en apportant un soutien économique et des outils de prévention des conflits aux pays en proie à des dissensions.





Séance 1:
Faire connaissance avec la Banque africaine de développement

MODERATRICE:
Zéneb TOURÉ, *Chef de division, Société Civile et Engagement Communautaire*

INTERVENANTS
Victoria CHISALA, *Directrice par intérim, département des Stratégies et des politiques opérationnelles*

Evon WANISHI, *Chef de la gestion des documents, de la classification et des archives*

Kobena HANSON, *Chargé principal de l'évaluation, BDEV*

Pour une amélioration de la responsabilité et de la transparence, cette séance a été dédiée à la présentation du groupe de la BAD et de ses différentes composantes institutionnelles. L'objectif du panel était de présenter les stratégies de la BAD dans le cadre des priorités liées aux High 5 et d'illustrer les liens entre la Banque et l'intégration régionale.

Madame Zéneb Touré a ouvert les discussions en soulignant l'importance de la création de la division Société civile et Engagement Communautaire. Cette division a vocation à être un outil de collaboration systématique avec la société civile lors de la formulation des politiques et des stratégies nationales, ainsi que lors du déroulement des opérations de la Banque. Les intervenants, qui représentaient différents départements de la BAD, ont partagé leurs axes de travail et la manière dont leurs divisions impliquent la société civile de la conception d'un projet à sa clôture.

Les participants ont pu apprendre sur la structuration des programmes des différentes divisions de la Banque, ainsi que sur la manière dont celle-ci tire profit de l'engagement des organisations de la société civile pour promouvoir l'inclusion et augmenter son impact. Les intervenants ont partagé les procédures de suivi et d'évaluation pour chaque projet. Ces procédures sont basées sur un processus indépendant, objectif et transparent.

Les participants ont apprécié les efforts de la Banque pour l'amélioration de la responsabilité et de la transparence lorsqu'il s'agit des OSC. La BAD a fait une présentation globale et complète de ses efforts pour un impact sur les populations bénéficiaires :

- Des préoccupations ont été soulevées à propos des critères de sélection des pays bénéficiant de prêts et de subventions de la BAD, et à propos de l'effectivité des procédures de suivi et d'évaluation.
- La Banque a lancé un appel pour le renforcement de sa présence au sein des communautés locales et la fourniture d'informations et d'opportunités afin que ces communautés soient impliquées dans les activités de la BAD.
- Les participants ont encouragé la BAD à renforcer sa présence dans les secteurs tels que l'éducation et la santé, secteurs où les communautés peuvent mesurer l'impact réel. En raison de la focalisation sur les grands projets d'infrastructure tels que la création d'autoroutes, certains représentants de la société civile ont l'impression que l'impact n'est pas mesurable sur les communautés.

À la fin de la séance, les représentants de la société civile ont témoigné avoir reçu les informations nécessaires à l'exercice de leur droit de regard sur les décisions stratégiques de la Banque. Les intervenants et les participants se sont également accordés sur le fait qu'une synergie entre les missions de la Banque et les axes d'intervention des OSC serait profitable. Ceci souligne le besoin d'établir des partenariats durables pour l'atteinte des objectifs prioritaires des High 5.



Séance 2:
La stratégie d'intégration régionale de la BAD

MODERATRICE:
Marie Laure AKIN-OLUGBADE, *Directrice Générale, RDGW*

INTERVENANTS
Moono MUPOTOLA, *Directeur Régional pour l'Intégration, BAD*

Nana Asantewa AFADZINU, *Directrice Exécutive, Institut ouest-africain de la société civile (WACSI)*

Mamadou GOITA, *Directeur exécutif, IRPAD*

Cette séance a permis de présenter la stratégie d'intégration régionale de la BAD. L'accent a été mis sur l'empreinte directe de l'intégration régionale et économique. Les réunions annuelles cette année seront centrées sur le partage d'informations à propos du programme régional à travers le continent. Les intervenants ont discuté des défis et opportunités des communautés locales lorsqu'elles participent à des activités transfrontalières de commerce et de communication. La société civile joue un rôle important de porte-parole pour la mise en œuvre de la stratégie d'intégration régionale et du programme politique.

Madame Mupotola a présenté le nouveau Cadre stratégique d'intégration régionale de la Banque (CSIR 2018-2025) et a introduit les trois (3) principaux piliers de la stratégie :

1. Développement de la connectivité et des infrastructures régionales : les intervenants ont insisté sur la nécessité de renforcer la connectivité régionale, ainsi que les investissements et le commerce transfrontaliers à travers des pools énergétiques, des moyens de transport et des infrastructures informatiques régionaux intégrés.
2. Commerce et investissements : les intervenants ont souligné que la fragmentation des marchés représente une grande opportunité. Un programme organisé devrait être défini pour la standardisation des politiques à travers différentes industries pour des chaînes de valeur régionales plus fortes, afin de renforcer l'intégration du marché et encourager les IDE.
3. Intégration financière : les efforts d'encouragement de paiements transfrontaliers doivent être accrus pour une uniformité des régulations liées aux envois de fonds. Ils doivent également l'être pour le développement du secteur privé à travers le conti-

nent afin d'augmenter la mobilisation des ressources intérieures.

Les intervenants ont ensuite présenté leur vision partagée des opportunités et avantages que représente l'intégration régionale. Ils ont identifié les points principaux suivants :

- L'intégration régionale contribue à la facilitation des mouvements transfrontaliers des personnes et des biens, ce qui a un impact sur les prix, les investissements, ainsi que sur les connexions sociales et culturelles.
- L'intégration régionale permet une meilleure gestion de la criminalité transfrontalière et une meilleure résolution des problèmes relatifs à la paix et la sécurité. Les problèmes tels que le trafic d'êtres humains pourraient être mieux gérés si la liberté de mouvement était harmonisée.
- L'intégration régionale est inévitable. Selon la théorie des avantages comparatifs, les ressources naturelles sont commercialisées à l'étranger. Les pays africains doivent collaborer et s'intégrer pour faire face aux défis actuels.

Il existe à ce jour des modèles de réussite dont le continent peut s'inspirer. La ZLECAf est une démonstration majeure de la volonté politique pour une intégration régionale. En moins d'un an, l'accord est entré en vigueur et la BAD a accordé une subvention de 5 millions USD pour soutenir la mise en œuvre du cadre. Dans l'industrie minière par exemple, les OSC ont amené les gouvernements à s'accorder sur une politique minière africaine. Le panel a également souligné les efforts de la Foire Internationale de l'Agriculture et des Ressources Animales (FIARA) , comme événement international centré sur l'agriculture et les ressources animales promu par la société civile. De telles initiatives montrent l'importance de la libre circulation des personnes et des biens.

1. Accès à l'information : il est reconnu que les OSC sont les mieux positionnées pour collecter des informations auprès des communautés locales et plaider en leur nom auprès des acteurs institutionnels. Dans le même temps, les OSC peuvent également plaider pour les acteurs institutionnels tels que la BAD pour promouvoir le programme d'intégration. Réunir des alliés inattendus doit être une priorité pour la Banque. Les OSC sont des acteurs majeurs dans la mise en place d'un dialogue entre les communautés locales et les parties prenantes institutionnelles.

2. Accès aux processus de prise de décisions : la BAD peut faciliter l'accès aux gouvernements pour les représentants de la société civile et se porter garante de la participation de ces représentants aux rencontres stratégiques ainsi qu'aux groupes de travail. À titre d'exemple, la BAD pourrait permettre aux OSC de participer à la rédaction des documents stratégiques nationaux.





Séance 3: La reconstitution du Fonds africain de développement (FAD-15)

MODERATEUR:
Desiré VENCATACHELLUM,
Directeur – Mobilisation des ressources et des financements externes (FIRM)

INTERVENANTS
Hervé NEFFO PEKAM, *FIRM*

Nana-Efua SPIO-GARBRAH,
FIRM

Le groupe de la BAD se compose de trois institutions : la Banque africaine de développement, le Fonds spécial du Nigéria et le Fonds africain de développement (FAD). Le FAD est la branche concessionnelle de la BAD qui contribue à la promotion du développement social et économique dans les 37 pays africains les moins avancés en finançant la mise en œuvre de projets et en fournissant une assistance technique destinée au renforcement des capacités. L'objectif de cette séance était de promouvoir le rôle du FAD auprès des OSC et de les informer du processus en cours de reconstitution des ressources et de la manière dont elles pourraient aider le groupe de la BAD à convaincre les donateurs multilatéraux.

La BAD est une institution multilatérale spécialisée dans le financement de changements structurels favorisant l'investissement privé. Par exemple, le pont sénégalo-gambien a été entièrement financé par une subvention de la BAD dans une période de fortes tensions entre les deux pays. Les membres du panel ont souligné que la plupart des gens ne réalisaient pas que la BAD avait permis le développement de la majorité des infrastructures sur le continent. Pour remédier à ces hiatus, la Banque pourrait mobiliser les OSC pour qu'elles l'aident à diffuser l'information. D'une part, les OSC pourraient participer à la promotion du travail de la BAD au niveau local. D'autre part, elles pourraient faciliter le processus de prise de décision de la BAD en étant en contact avec les communautés locales auxquelles la BAD n'a pas accès et en l'informant de leurs besoins les plus urgents.

Au cours de cette séance, les représentants des OSC ont exprimé leurs préoccupations concernant le portefeuille d'investisseurs de la BAD.

Une attention particulière a été accordée au fait que l'Afrique recevait ses financements de l'étranger, mais pas de pays africains. Les conditions liées aux dons et aux prêts étrangers sont très préoccupantes. Les représentants des OSC ont vivement critiqué certaines économies africaines qui seraient en mesure de financer le FAD, mais qui ne le font pas. Les intervenants partageaient ces préoccupations. Ils ont insisté sur le fait qu'en tant qu'institution financière, la BAD était limitée politiquement et ne pouvait pas imposer aux gouvernements les priorités de leurs programmes de développement. Les intervenants ont ensuite expliqué la manière dont la BAD choisissait de financer les projets de développement d'un pays, ainsi que l'allocation fondée sur la performance, la réussite du pays et les méthodes d'évaluation institutionnelle qui interviennent dans ce choix.

Vers la fin de la séance, les participants ont trouvé un objectif commun : le bien-être de la population africaine. Les représentants des OSC présents dans la salle se sont engagés à soutenir la BAD pour le FAD-15. En retour, la BAD a assuré qu'elle entendait travailler en étroite collaboration avec les OSC pour mettre en œuvre l'agenda 2063 de manière efficace et assurer la prospérité de l'ensemble du continent.



Séance 4: Faire connaissance avec les Banques Multilatérales de Développement (BMD)

Le 10e Forum de la société civile a créé un espace permettant à différentes BMD d'interagir avec des représentants des OSC. Des représentants du Groupe de la Banque mondiale (GBM) et de la Banque islamique de développement (BID) se sont joints à des représentants de la BAD pour présenter une vue d'ensemble du cadre dans lequel s'inscrit la collaboration entre leur institution et les OCS. La séance a également permis un échange autour des bonnes pratiques et du partage des connaissances entre la société civile et les BMD en vue de renforcer les synergies et d'encourager la collaboration.

Mme Cieslik a souligné que le GBM était composé de plusieurs institutions dont les deux principaux objectifs stratégiques sont l'éradication de la pauvreté d'ici 2040 et la promotion d'une prospérité partagée afin que la croissance économique profite aussi aux personnes les plus défavorisées représentant 40 % de la population mondiale. Pour ce faire, le GBM insiste sur la nécessité de solliciter le secteur privé, car les fonds publics sont insuffisants pour faire face aux immenses défis à venir. La Société financière internationale (SFI), la branche représentant le secteur privé du GBM, se concentre sur le secteur privé et sur la manière d'intéresser les investisseurs à des projets de développement. M. Rosenberg a décrit les défis que la SFI devait relever sur le continent africain. Il a surtout parlé de l'aversion au risque qui se manifeste chez les principaux investisseurs en raison de la fragilité du continent, de sa situation post-conflit et de ses risques climatiques.

Le GBM reconnaît que pour atteindre l'objectif de 2040, il est impératif de gagner la lutte contre la pauvreté en Afrique. Pour ce faire, l'équipe du continent se concentre sur cinq domaines principaux : i) l'autonomisation des femmes, pour construire un capital humain plus sain ; ii) l'économie numérique, un canal privilégié pour permettre à l'Afrique de progresser rapidement ; iii) le changement climatique, pour réduire l'impact des émissions de CO2 sur le continent qui en produit le moins, tout en étant celui qui en souffre le plus ; iv) les conflits et les zones fragiles, pour assurer une meilleure gouvernance publique ; v) la maximisation des économies d'échelle et la prospérité partagée. Les OSC jouent un rôle important dans chacun de ces domaines en raison de leur lien direct avec les bénéficiaires de la stratégie du GBM. Le GBM dispose d'une équipe d'OSC qui s'efforce d'avoir un impact au niveau local.

La Banque islamique de développement encourage le développement humain global : la promotion de l'éducation, l'amélioration de la santé, et la réduction de la pauvreté. Axée sur le développement humain, la stratégie 2015-2025 de la BID repose sur trois piliers stratégiques : i) l'inclusion, en mettant l'accent sur l'autonomisation des femmes et sur la jeunesse ; ii) la connectivité, en promouvant l'intégration régionale et la coopération ; iii) le développement social, en vue d'une croissance durable.

Opérant dans le cadre d'une coopération Sud-Sud, la BID renforce les relations entre les régions du monde en développement. Depuis le début, elle s'associe aux OSC pour gérer la question de l'autonomisation économique des communautés locales.

La division Société civile et Engagement Communautaire a développé des outils pour impliquer les OSC dans le travail de la BAD en matière de conception de projets et de politiques. En tant qu'institution, la BAD fournit une plateforme de discussion, de concertation et d'orientation sur la manière dont elle coopère avec les OSC. Au niveau des pays, la BAD collabore avec les OSC dans la rédaction des documents nationaux de stratégie afin d'assurer un développement significatif. Elle propose aux OSC des journées portes ouvertes pour recueillir des critiques constructives et des retours du terrain. Au niveau des projets, la BAD reconnaît qu'il est urgent de faire participer les OSC, depuis la conception d'un projet jusqu'à son évaluation. Dans sa stratégie de communication, la BAD souhaiterait que les OSC soient des vecteurs de sa politique.

Les informations fournies par les BMD ont été accueillies favorablement par les participants, qui ont néanmoins exprimé leur inquiétude face à l'absence d'impact social clair sur les communautés locales. Ceux-ci sont préoccupés par les détournements des fonds et s'inquiètent des besoins réels de la population. Les participants ont également abordé le manque de suivi des projets impliquant des OSC. Celles-ci ont proposé leur aide pour mieux définir les axes opérationnels et pour s'assurer que les projets contribuent au bien-être de la population.

MODERATEUR:
Zéneb TOURÉ, *Chef de la division Société Civile et Engagement Communautaire, Banque africaine de développement (BAD)*

INTERVENANTS
Natalia CIESLIK, *Conseillère, Global Corporate Risk and Issue Management, Banque mondiale (BM)*

Aaron ROSENBERG, *Chargé des affaires publiques, Société financière internationale (SFI)*

Ahmed BERTHE, *Société civile et ONG, Banque islamique de développement (BID)*



Séance 5: Mobilisation sociale et Plaidoyer en faveur de la reconstitution du FAD-15

Au cours de cette séance, des représentants d'OSC et des entrepreneurs ont été invités à partager leur engagement en faveur de la promotion du travail du FAD et de la reconstitution des ressources du FAD-15. Cette séance a été déterminante pour l'annonce par la division Société civile et engagement communautaire de la mobilisation sociale et de la campagne en faveur de la reconstitution des ressources du FAD-15. La campagne verra la division travailler aux côtés des OSC, par le biais du comité BAD-OSC, afin de soutenir les efforts du département de la Mobilisation des ressources et des partenariats de la BAD visant à convaincre les donateurs multilatéraux de la pertinence du travail du FAD pour les populations africaines.

MODERATEUR:
Yves Junior ZOGBO,
Journaliste

INTERVENANTS
Yacouba SAVADOGO,
Prix Nobel alternatif 2018, Représentant de la communauté locale

Fatma Ben REJEB, *Directrice générale de l'Organisation panafricaine des agriculteurs, membre du comité BAD-OSC*

Oulematou KEITA, *One Campaign, Directrice Afrique de l'Ouest francophone*

Patricia Z. YAO, *Quick Cash & Agribusiness-Canaan Land*

Salif TRAORE (aka ASALFO), *Président de la Fondation Magic System*

Chaque intervenant a pu s'exprimer et partager son expérience. Les points suivants résument leurs remarques :

1. A'salfo, chanteur du groupe de musique ivoirien de renommée mondiale, Magic System, et président de la Fondation Magic System, a prononcé un discours passionné sur son enfance, au cours de laquelle il a connu la pauvreté. Il a insisté sur le fait qu'il était important de fournir aux jeunes Africains des opportunités que lui et les membres de son groupe n'ont pas eues, notamment l'accès à l'éducation. Pour lui, l'éducation est la base du développement, mais aussi ce qui rend possibles la démocratie et la prospérité économique. Il a exprimé son soutien inconditionnel à la reconstitution des ressources du FAD-15 et a appelé les représentants des OSC à faire de même.
2. Mme Patricia Zoundi Yao, entrepreneuse sociale, milite pour l'autonomisation des femmes. À travers Canaan, elle participé au développement d'activités rurales. Dans son allocution, elle a rappelé que, sur le continent africain, 90 % des biens consommés sont produits par des femmes. Elle se dit convaincue que la reconstitution des ressources du FAD permettrait à davantage de femmes de devenir autonomes et favoriserait une prospérité partagée.
3. Dans son allocution, Mme Ben Rejeb a exposé sa vision de la situation du continent africain dans dix ans. Selon elle, grâce au FAD, le continent va devenir plus prospère et intégré. Elle a estimé que la campagne en faveur du FAD-15 était pertinente en raison de l'expertise du FAD et de son influence sur les dirigeants du continent et à l'étranger. En tant que représentante d'une partie de la population directement concernée par le High 5, elle a déclaré qu'il était de son devoir de militer pour que le monde tel qu'elle l'envisage devienne une réalité, en particulier pour les communautés rurales.
4. Mme Keita lutte contre l'extrême pauvreté en Afrique. Avec une organisation forte de plus de neuf millions de membres, elle et One Campaign œuvrent à la mobilisation sociale pour atteindre les ODD. Selon elle, le FAD-15 est une occasion de réaliser les objectifs énoncés dans le programme 2063. Les OSC peuvent mobiliser les communautés afin de convaincre les donateurs multilatéraux de l'impact positif du FAD.
5. Le Prix Nobel alternatif 2018 a clôturé la séance du panel. Depuis quarante ans, il a semé plus de vingt sept hectares d'arbres dans le désert pour lutter contre le changement climatique. Il a expliqué que le soutien à la reconstitution des ressources du FAD s'inscrivait dans le projet de protection du continent et de sa population contre le changement climatique.



Séance 6: Entrepreneuriat et innovation sociale pour l'intégration de l'Afrique

Au cours de cette séance, les participants ont exploré le rôle des entreprises sociales dans la création de liens entre les régions et les pays africains. La séance a également exploré comment les entreprises sociales peuvent faciliter la circulation des biens, des personnes et des services à travers le continent. Les entreprises sociales en Afrique constituent un moteur important du changement, en ce qu'elles améliorent l'accès aux services sociaux, développent le secteur privé et les économies, et contribuent à la stabilité des sociétés, en particulier dans les États fragiles. Leur implication est devenue essentielle en raison de la rareté des ressources nationales et de la diminution de l'aide internationale. La Banque explore sans cesse des manières innovantes de transformer l'Afrique. Tout au long de la séance, les intervenants ont souligné les recommandations et les défis suivants, auxquels les entreprises sociales sont confrontées en Afrique :

1. Les institutions financières ne comprennent pas les besoins des entreprises sociales. Les objectifs des entreprises sociales diffèrent de ceux des entreprises traditionnelles telles que nous les connaissons. Les normes d'évaluation du financement d'une entreprise sociale devraient donc être différentes. La BAD devrait utiliser les liens qu'elle entretient avec les institutions financières et les gouvernements pour créer de nouveaux modèles et produits financiers adaptés aux entrepreneurs sociaux.

2. Absorbés par la recherche de compétences sociales pour améliorer les effets de leur action, les entrepreneurs sociaux ont tendance à négliger les compétences managériales nécessaires à la croissance de l'entreprise. Un appel est lancé pour que les personnes compétentes comprennent l'attractivité et l'importance des entreprises sociales. La Banque pourrait aider ces entreprises en encourageant des investissements à impact social.

3. En Afrique, il appartient aux gouvernements d'assurer l'existence et le développement d'un environnement des affaires et d'un espace politique favorables, qui, à l'heure actuelle, font défaut. La réglementation doit être améliorée pour permettre un meilleur accès aux marchés. Par exemple, une plateforme de mise en réseau pourrait être créée, les entrepreneurs sociaux pourraient partager des informations, développer leurs activités et créer un marché africain commun.

4. Les entreprises sociales manquent de soutien de la part des gouvernements locaux. La BAD devrait définir des directives à l'intention des gouvernements qui sollicitent un crédit de la Banque, afin de démontrer l'intégration des innovateurs sociaux dans la chaîne de valeur des projets pour lesquels ils recherchent un financement.

De manière générale, la Banque doit être un catalyseur d'entreprises sociales en Afrique. Les entreprises sociales et les investissements à impact social sont essentiels au développement de l'Afrique face à la diminution de l'aide internationale. Les entrepreneurs sociaux ont un rôle à jouer dans la création d'un changement de paradigme du financement du développement en Afrique.

MODÉRATEUR:
Binta TOURÉ, *, Directrice d'AfriKa Tomorrow*

INTERVENANTS
Selorm BRANTTIE, *Directeur de la stratégie mondiale, mPedigree*

Mouhammadou DOSSO,
Secrétaire général de la Communauté africaine des jeunes entrepreneurs (CAJE)

Ndeye Binta HOUMA,
Directrice de Africa Ecosystem Research, Ashoka



Séance 7: Rencontre avec la Direction de la BAD

MODÉRATEUR:
Felicia AVWONTOM, *Chef de division, SNDI. 1, Organisation et méthodes de la BAD*

INTERVENANTS
Sekou TOURE, *Directeur, Unité de vérification de la conformité et de médiation, BAD*

Anthony NYONG, *Directeur, Département du changement climatique, BAD*

Vanessa UCHIE, *Chef de la division de l'Analyse des politiques, Centre africain des ressources naturelles, BAD*

Issa MAMAN - SANI, *Directeur, Département des sauvegardes et de la conformité environnementale et sociale, BAD*

Cette séance a permis de développer un réseau entre les experts des OSC et les principaux départements sectoriels de la BAD et a créé un terrain propice à la création de synergies. Il s'agissait principalement de déterminer comment impliquer directement les OSC dans des questions thématiques clés liées au travail de la BAD, telles que le changement climatique, la sauvegarde sociale et environnementale ainsi que la médiation. Deux principaux exemples ont été évoqués :

- Un aperçu du Centre des ressources naturelles a été donné aux participants : il s'agit d'un centre d'excellence promouvant la production de connaissances par le biais de recherches sur des sujets tels que l'eau, la gestion forestière et les minéraux d'extraction. Le Centre préconise une bonne gouvernance par le renforcement de la transparence et de la responsabilisation et encourage le dialogue politique dans de nombreux pays afin de proposer une vision alternative du développement de l'Afrique.
- Une intervention portait sur la politique de sauvegarde sociale et environnementale de la BAD, un outil de la Banque visant à renforcer la protection de l'homme et de l'environnement lors de la conception, de la mise en œuvre et du suivi d'un projet. La politique vise à garantir la protection des droits de l'Homme, de la santé et du climat.

Le principal message qui ressort de cette séance est que la BAD reconnait le rôle précieux et primordial que les OSC peuvent jouer pour sensibiliser les acteurs concernés, combler les lacunes et obtenir des résultats que le gouvernement ne peut pas assurer. La BAD encourage les OSC à se rapprocher des bureaux nationaux avec l'aide des sièges afin de maintenir une collaboration constante et constructive. L'implication des communautés locales est essentielle à la préparation des programmes. La participation des OSC est impérative pour représenter les populations et mieux exprimer les besoins de la communauté. La BAD encourage les OSC à s'organiser, à renforcer leurs capacités avec le soutien de la BAD et à jouer un rôle de tiers pour les interventions passant par le biais des OSC afin de servir de relais sur le terrain, en particulier dans les zones à risques.



Déjeuner de travail: engagement des blogueurs et des web activistes

Tout au long du déjeuner, les porteurs d'influence en ligne ont présenté le point de vue de leurs pairs et ont discuté de la nouvelle forme d'engagement et d'implication des jeunes que permettent les modes de communication numériques. Tous les intervenants sont convaincus qu'ils peuvent avoir un impact social en raison de l'ampleur de la communauté en ligne à laquelle ils appartiennent. Leurs actions en ligne constituent un puissant moyen de communication, et ils ont tous fait part de leur utilisation de ce vecteur pour dénoncer les erreurs et écarts de conduite politiques dans leur pays et au-delà. Dans ce nouvel espace, les gens peuvent donner leurs opinions sans craindre des menaces. De plus, les campagnes numériques offrent un moyen plus rapide de diffuser l'information et de resserrer les liens entre communautés.

MODÉRATRICE:
Nnenna NWAKANMA, *World Wide Web Foundation*

INTERVENANTS
Japhet OMOJUWA,
Écrivain,militant, blogueur primé

Cheikh FALL, *Blogueur, Président de Africtivist*

Amélie GUE, *Blogueuse, Journaliste, Stratégiste Multi-Média*

Fonou N'Guessan Rosine KAKOU, *Présidente de l'Association des Blogueurs de Côte d'Ivoire*

Les intervenants ont souligné les points suivants en ce qui concerne les efforts de la BAD pour encourager davantage leurs pairs à promouvoir le travail de l'institution au niveau local en tirant parti du pouvoir des modes de communication numériques :

1. La BAD devrait identifier les blogueurs et les vecteurs d'influence qui s'intéressent au travail de l'institution. La BAD pourrait toucher beaucoup plus de personnes en ligne par le biais d'une campagne numérique qu'en les réunissant à l'occasion d'un forum. La portée des actions du département de la Communication et des relations extérieures de la BAD pourrait être étendue par son association avec des blogueurs et des meneurs d'opinions. Dans sa stratégie de communication, la BAD peut proposer une formation aux blogueurs et aux meneurs d'opinions pour en faire de véritables ambassadeurs des projets de la BAD.
2. La BAD devrait s'engager dans des projets qui rendent Internet plus accessible. À ce jour, l'accès à Internet est limité dans la plupart des régions du continent. L'élargissement de l'accès aux ressources internet aura un impact direct positif sur le développement des communautés locales.
3. Une campagne de sensibilisation et des directives liées à l'utilisation d'Internet devraient être mises en place. Les participants ont soulevé des préoccupations concernant la désinformation. Un travail devrait être réalisé dans les écoles pour encourager les bonnes pratiques liées à l'utilisation d'Internet.



Déjeuner de travail: Engagement des femmes dans l'intégration régionale

Le déjeuner de mise en réseau a été l'occasion pour les participants de discuter de questions pertinentes relatives à l'égalité des sexes et à l'autonomisation des femmes dans l'intégration régionale en Afrique du point de vue des femmes engagées dans le commerce informel transfrontalier.

La séance a permis de mettre en évidence les défis à relever et les possibilités d'amélioration à l'avenir :

On note un manque d'information sur les activités économiques exercées par ces acteurs économiques. Afin d'améliorer l'environnement politique, il est important de suivre les données relatives au commerce informel transfrontalier. Cet objectif peut être atteint par la mise en place de comptoirs d'information sur le commerce à chaque frontière afin de fournir et de collecter des données sur les commerçants.

Tout au long de la séance, l'accent a été mis sur le rôle critique que les OSC peuvent jouer dans l'amélioration du commerce informel transfrontalier et sur la manière dont il affecte les femmes entrepreneurs. Bénéficiant d'un accès privilégié aux communautés locales, les OSC sont en mesure de les sensibiliser aux aspects du programme d'intégration régionale de la BAD dont elles ne bénéficieront pas.
Les femmes ne sont pas assez au fait de leurs droits, et certains agents des douanes se servent des lois sur les taxes douanières à des fins de corruption, allant jusqu'à compromettre la santé de ces femmes. Le panel a souligné la nécessité d'améliorer la sécurité aux frontières et de créer un cadre assurant la sécurité des femmes.

On manque de visibilité sur le commerce informel transfrontalier pratiqué par les femmes. Elles représentent pourtant une part importante de l'activité économique aux frontières entre les pays. Il convient de réduire la lourdeur des procédures afin de formaliser ce segment du commerce et ainsi d'améliorer le bien-être et la vie des femmes dans ces communautés.

Les taxes douanières et les politiques commerciales varient d'un pays à l'autre. Il existe un cadre politique réglementant les activités des PME, mais le commerce informel transfrontalier est mal compris et n'est pas circonscrit. Il faut impérativement simplifier les procédures d'information et de paiement des taxes douanières. Les pays africains devraient convenir d'une politique unique, globale et efficace en matière de commerce transfrontalier.





SÉANCES ORGANISÉES PAR LES OSC (Voire annexes pour plus de détails)

La 10e édition du Forum de la société civile a ouvert la voie aux séances organisées par les OSC. Il s'agissait de promouvoir les idées et activités locales auprès de la BAD. Les OSC ont pu, en toute liberté, définir le thème, le format et le déroulement des réunions de cet événement spécial. Le processus de sélection était participatif et transparent. Une attention particulière a été accordée aux propositions s'inscrivant dans le thème du Forum, en prenant en compte des critères d'égalité des genres, de représentativité géographique et de diversité. Les propositions suivantes ont été approuvées :

- La place et le rôle de la société civile dans le développement durable accélérant l'intégration régionale pour la prospérité économique de l'Afrique. Animé par REDDA — NESDA
- Voix Collective des Femmes. Animé par CARE International et l'Institut ouest-africain de la société civile (WACSI). S'attaquer aux migrations dues au climat en renforçant la résilience pour une intégration régionale efficace de l'Afrique. Animé par PACJA
- Maximiser les avantages de l'utilisation productive des systèmes d'énergie renouvelable décentralisés pour l'électrification du dernier kilomètre et l'autonomisation économique des femmes. Animé par OXFAM

Ces séances ont donné lieu à de riches échanges entre différentes OSC et ont été l'occasion de partager les bonnes pratiques et les opinions sur des sujets touchant l'ensemble du continent. Les participants ont joué un rôle actif dans la discussion et ont salué les efforts déployés par leurs pairs sur le continent. La séance animée par les OSC a permis à la société civile de mieux se familiariser avec les points de vue de la société civile africaine sur les problèmes, les défis et les solutions liés à la stratégie High 5 de la BAD.



Conclusion

Au cours de trois jours de discussions intenses, les participants ont pu aborder le rôle et la responsabilité de la société civile dans la réalisation de l'intégration régionale africaine et donner leur avis sur la meilleure façon pour la Banque africaine de développement de collaborer avec les OSC pour atteindre cet objectif commun.

Recommandations finales

1. L'intégration économique régionale est la clé de la compétitivité et de la croissance en Afrique. Pourtant, l'intégration régionale sur le continent se heurte à des problèmes persistants en matière de réglementation, d'institutions et d'infrastructures, ce qui empêche de créer des marchés plus vastes et plus attractifs, de relier les pays sans accès maritime aux marchés internationaux et de stimuler le commerce intra-africain.
2. Pour la BAD, intégrer l'Afrique signifie intégrer les marchés en construisant des infrastructures telles que les transports, l'énergie et les télécommunications, qui connectent plus de personnes sur l'ensemble du continent. L'intégration régionale met également en place des politiques qui rendent l'intégration régionale possible.
3. La participation de la société civile garantit que les voix et les préoccupations des citoyens du continent sont entendues et incluses dans la formulation des politiques et projets de la BAD. La collaboration avec la société civile en vue d'obtenir des résultats de la Banque garantit l'inclusion et la participation, mais pourrait également favoriser la transparence, la responsabilité et l'appropriation.
4. Un soutien important a été apporté à la reconstitution des ressources du Fonds africain de développement. Atteindre les objectifs de reconstitution des ressources est fondamental, car cela signifie que les populations africaines continueront de bénéficier d'infrastructures, de services sociaux et d'une qualité de vie améliorés. En l'absence de reconstitution des ressources du FAD, il serait difficile de consolider et d'accroître ces bénéfices.
5. Une étude sera lancée pour tirer profit de l'expérience du Forum de la société civile accumulée sur dix ans.



ANNEXES

Allocution de circonstance du vice-président du comité BAD - OSC, Augustine Njamshi

Je vous remercie pour cet honneur et l'importance accordée à la société civile africaine dans le cadre du présent forum. Avant toute chose, permettez-moi de saluer les personnalités présentes ce jour :

La Vice-présidente Blanke ;
Le Ministre Oumarou du Niger ;
La Directrice Vanessa Moungar.

C'est véritablement un honneur pour moi de prendre la parole à cette tribune. Depuis déjà une décennie, la Banque organise cet événement, qui est une plateforme différente des autres. C'est le testament de nos engagements communs pour une Afrique intégrée et prospère ; la reconnaissance du rôle que doit jouer la société civile dans ce projet.

Chers collègues de la société civile africaine, chers partenaires d'Afrique et de la société civile africaine, Mesdames et Messieurs, la conscience panafricaine a toujours cherché à renforcer les liens qui font de nous des descendants de ce grand continent. Partout où nous sommes, la doctrine du panafricanisme nous invite à reconnaître et à célébrer notre héritage commun et nos valeurs en tant que peuple. En outre, elle nous réunit autour d'un destin commun de vivre ensemble et de prospérité.

La question d'une Afrique unie a été soulevée depuis des décennies, la plupart du temps par des personnes plus outillées sur le sujet que moi. Mais personne — à mon humble avis — n'en saisit mieux la pertinence que l'auteur Thabiso Daniel Monkoe, dans les propos suivants : « La raison pour laquelle la chasse est une fierté pour les lions est une raison suffisante pour que les Africains s'unissent. » En d'autres termes, si la fierté était la seule raison pour laquelle nous devions nous unir, alors nous sommes dans l'obligation de le faire. Le panafricanisme, l'unité africaine et l'intégration sont les questions centrales des thématiques que nous aborderons durant cette rencontre. Je voudrais dire qu'une Afrique intégrée et prospère n'est possible que par l'unité de ses peuples, d'une part, et d'autre part, en brisant les frontières établies pour les besoins d'autres personnes. En effet, par frontières, je parle de celles créées pour nous, mais sans nous, à Berlin en 1884. Nous devons réaliser, aujourd'hui plus que par le passé, que les forces militant contre notre bien collectif sont nombreuses, puissantes et infatigables. Certaines viennent de l'extérieur. Les conséquences de la colonisation et de la néocolonisation continuent d'enfermer l'Afrique dans la dépendance. D'autres sont internes. Nous sommes loin de nous accepter comme frères et sœurs. L'ancrage de la xénophobie dans certains pays comme l'Afrique du Sud est un obstacle à l'unité que nous recherchons. Il est difficile d'imaginer qu'au moment où nous parlons d'intégration, des milliers de mes compatriotes sont battus et expulsés de leurs domiciles et lieux de travail, presque chaque année, au Gabon et en Guinée équatoriale par exemple. « Africain vivant à l'étranger» est devenu un statut indésirable dans plusieurs pays africains. Chers collègues, souvent nous blâmons la Conférence de Berlin pour la division de l'Afrique. Il est vrai que les frontières physiques de l'Afrique ont été définies à Berlin et nous ne pouvons plus rien y changer. Ce qui rassure est que nos esprits, eux, n'ont pas été partitionnés à cette occasion.

« Intégration économique et prospérité » n'est pas un objectif qui peut être atteint sans tout d'abord venir à bout de ces forces. Ce n'est pas un objectif qui peut être atteint uniquement au travers de dispositions institutionnelles et politiques. Nous devons transcender la politique politicienne et commencer à inculquer aux Africains le sens de l'appartenance. La famine, les maladies, les calamités naturelles et les privations sont déjà assez marquées ; nous ne pouvons donc pas leur ajouter le manque d'unité, l'absence de solidarité ou la haine du prochain. Quand un Nigérian, un Zambien, un Zimbabwéen, un Malawite est expulsé de son domicile et impitoyablement violenté en Afrique du Sud, lorsqu'un Camerounais ou un Sénégalais est vendu comme esclave en Libye pour moins de 400 dollars, les forces étrangères ne sont pas celles en cause. C'est de nous qu'il s'agit !

Mesdames et Messieurs,

Le bien-être de l'Africain, nonobstant son âge, son sexe ou sa religion, devrait guider nos actions. Que sont les routes, les ponts, les lignes électriques, les grandes exploitations agricoles et l'accumulation de richesses s'ils ne contribuent pas au bien collectif et au bien-être du citoyen africain ? Permettez-moi de saisir cette occasion pour exprimer ma gratitude personnelle et celle de la société civile à la Direction de la Banque africaine de développement, pour son action proactive et opportune visant à aider certains pays de la région de l'Afrique australe qui ont été durement touchés par les cyclones et les inondations.

Mesdames et Messieurs,

Je suis le premier à admettre que le travail à accomplir pour réaliser une Afrique intégrée et prospère est considérable. Les gouvernements, seuls, ne réussiront pas. C'est pourquoi il est utile que tous les acteurs mettent la main à la pâte. La société civile africaine est prête à jouer son rôle. Plus que jamais, elle est capable de relever la plupart des nombreux défis auxquels le continent est confronté. Au cours des dernières décennies, le paysage de la société civile africaine a connu une transformation considérable, riche en expérience et en expertise. Utilisez-nous. Utilisez-nous bien, au-delà de nos rôles consultatifs.

Ce partenariat ne peut que générer des succès pour les organisations gouvernementales et les organisations non gouvernementales. Surtout, il se doit de propulser l'Afrique vers l'avant et de nous aider collectivement à atteindre le futur que nous désirons. Permettez-moi de noter à nouveau que la société civile africaine est désireuse et capable de construire une Afrique intégrée et prospère. UTILISEZ-NOUS.

Merci pour votre aimable attention.

Allocution de bienvenue de la Directrice du département Genre, femmes et société civile, Vanessa Moungar

Mesdames et Messieurs les représentants de la société civile, Mesdames et Messieurs les partenaires au développement, Honorables invités, Mesdames et Messieurs,

1. Je suis ravie de vous accueillir toutes et tous ici, au siège de la Banque africaine de développement à Abidjan, à l'occasion de notre forum sur la société civile. J'ai également l'honneur de souhaiter la bienvenue au ministre, conseiller spécial auprès du président de la République du Niger, ambassadeur de l'Union africaine pour la zone de libre-échange continentale, Son Excellence M. Alma Oumarou, qui prend part avec nous aujourd'hui à notre panel inaugural. C'est également pour moi un privilège de souhaiter la bienvenue à M. Yacouba Savadogo, Prix Nobel alternatif 2018 pour ses actions dans la lutte contre la désertification, qui participera à notre séance extraordinaire consacrée à la mobilisation sociale pour le FAD-15.

2. La participation de la société civile aux travaux de la Banque africaine de développement a beaucoup évolué : de la première réunion consultative organisée par la Banque africaine de développement avec les organisations non gouvernementales au début des années 90 à l'organisation du premier forum des OSC en 2009, et de la création de la division de la société civile et de l'engagement communautaire au lancement du comité BAD-société civile en mai 2018 et jusqu'à notre forum cette année. Toutes ces mesures soutiennent la conviction de la Banque africaine de développement que les objectifs ambitieux de développement pour l'Afrique ne peuvent être atteints que par l'engagement actif, la consultation et la participation de la société civile.

3. Cette année marque le dixième anniversaire du Forum. Dix années d'échanges, dix années de dialogue constructif, en vue de renforcer la collaboration entre la société civile et la Banque africaine de développement. Dix années au cours desquelles l'engagement de la société civile a augmenté, dix années au cours desquelles la société civile a outrepassé son rôle traditionnel et s'est constituée en catalyseur du changement, facteur d'influence politique et partenaire de mise en œuvre. Dix années qui nous ont convaincus du rôle crucial de la société civile dans la transformation sociale et économique de l'Afrique. Atteindre notre objectif High 5 ne peut se faire qu'avec la participation de la société civile.

4. Le thème de cette année, « Intégration régionale pour la prospérité économique de l'Afrique », nous donne l'occasion d'explorer ensemble les points d'entrée des organisations de la société civile pour réaliser cette priorité absolue. Comment la société civile contribue-t-elle à créer le prochain marché mondial ? Comment la société civile et les populations en Afrique bénéficient-elles de l'intégration régionale ? Quels sont les moyens pratiques et durables pour réaliser cette priorité High 5 ? Ce forum vise à répondre à ces questions et je suis convaincue que ces trois jours déboucheront sur des conclusions fructueuses et des recommandations percutantes pour notre continent.

5. Pour terminer, je voudrais saisir cette occasion pour vous remercier toutes et tous pour l'intérêt accordé à ce partenariat clé et pour votre soutien à nos efforts d'intégration de l'engagement de la société civile dans les travaux de la Banque africaine de développement. Je tiens également à exprimer mes sincères remerciements à Son Excellence M. Alma Oumarou et à M. Yacouba Savago pour le temps précieux qu'ils nous ont accordé, ainsi qu'à vous toutes et tous, modérateurs, experts et participants.

Je vous remercie.

Allocution d'ouverture solennelle de Jennifer Blanke, Vice présidente du Complexe Agriculture, développement humain et social

C'est pour moi un honneur et un plaisir de vous souhaiter à mon tour la bienvenue au Forum de la société civile 2019. La réunion de cette année marque le dixième anniversaire des réunions annuelles entre la Banque africaine de développement (BAD) et la société civile, et est la deuxième à se tenir séparément des réunions annuelles de la Banque après celle de 2018. Le Forum 2019 mettra l'accent sur le rôle et la responsabilité de la société civile dans la réalisation de l'intégration régionale de l'Afrique et soulignera l'importance que la Banque africaine de développement accorde à l'engagement de la société civile dans la réalisation de sa priorité d'intégration régionale.

La société civile a divers rôles à jouer dans la transformation sociale et économique de l'Afrique et, au cours des dernières décennies, ses rôles et ses responsabilités se sont élargis. En réponse, le Forum BAD-société civile organisé chaque année est devenu une plateforme de dialogue entre la Banque et la société civile. Cette année, sous le thème « Intégration régionale pour la prospérité économique de l'Afrique », le Forum explorera notamment le rôle de la société civile dans le renforcement de l'intégration régionale et des mécanismes et capacités institutionnelles aux niveaux national et régional.

L'Afrique reste le continent de l'avenir avec des potentiels et des défis considérables qui nécessitent une approche globale et concertée de la transformation du paysage économique et social afin d'assurer une trajectoire de développement plus durable et inclusive. Pour répondre aux attentes des citoyens du continent, la Banque a identifié cinq grandes priorités communément appelées « High 5 » :

Éclairer l'Afrique et l'alimenter en énergie ; nourrir l'Afrique ; intégrer l'Afrique ; industrialiser l'Afrique ; et améliorer la qualité de vie des populations africaines.

Cette année, la Banque met en avant l'une des priorités des High 5 : intégrer l'Afrique.

Les défis de l'intégration régionale de l'Afrique sont bien connus. Le commerce intra-africain est le plus faible au monde : environ 15 %, contre 54 % dans la zone de libre-échange nord-américaine, 70 % au sein de l'Union européenne et 60 % en Asie. Le paysage physique complexe du continent rend difficile la connexion entre les communautés, les pays, et même des régions entières. L'intégration dans les marchés régionaux des services d'infrastructures est également très limitée, notamment pour ce qui est des secteurs comme l'électricité, l'énergie, l'eau et l'assainissement. La faiblesse des communautés économiques régionales (CER), qui manquent de capacités et sont mal structurées pour réaliser ou même attirer les investissements régionaux nécessaires, complique encore la situation.

L'intégration économique régionale est la clé de la compétitivité et de la croissance en Afrique. Elle influence ce que les gens achètent et la manière dont ils achètent, la variété de ce qui est proposé sur le marché, la facilité avec laquelle les citoyens se déplacent d'un pays à l'autre, où les gens peuvent choisir d'étudier ou de travailler et où les investissements peuvent être transférés. Cependant, l'intégration régionale sur le continent est confrontée à des problèmes persistants en matière de réglementation, d'institutions et d'infrastructure, empêchant la création de marchés plus vastes et plus attractifs, le ralliement des pays sans littoral aux marchés internationaux et la stimulation du commerce intra-africain. Pour la Banque, intégrer l'Afrique signifie intégrer les marchés en construisant des infrastructures telles que les transports, l'énergie et les télécommunications, qui connectent davantage de personnes sur tout le continent. Réaliser l'intégration régionale suppose également d'établir des politiques qui la rendent possible.

L'objectif de la Banque à l'horizon 2025 se décline ainsi : porter à au moins 23 % le commerce intra-africain, contre 15 % actuels ; porter à 54 le nombre de pays dotés de facilités de visas, contre 13 actuellement ; construire ou réhabiliter 9 830 kilomètres de routes transfrontalières ; et réaliser 3 600 km de transport d'électricité transfrontalier. Afin de guider ses priorités dans la résolution des problèmes fondamentaux de l'Afrique, la Banque a besoin de la contribution de la société civile dans la conception, la configuration et la mise en œuvre des programmes et projets de développement. Au cours des dix dernières années, le groupe de la BAD a mobilisé la société civile et mis en contact les citoyens avec les institutions de développement et les décideurs. Cependant, pour atteindre les objectifs d'intégration régionale de la Banque et pour une croissance inclusive et durable, il est nécessaire de renforcer le dialogue avec la société civile, afin de tirer pleinement parti du potentiel de transformation et d'innovation du continent. Dans cette optique, la BAD s'emploie actuellement à assurer l'intégration effective de l'engagement de la société civile dans ses politiques et ses opérations, ainsi que son institutionnalisation. Outre le forum annuel de la société civile, le comité BAD-OSC s'est régulièrement réuni depuis 2018 pour discuter des progrès accomplis par la Banque en matière de participation de la société civile, et des journées portes ouvertes pour les OSC sont organisées dans les pays membres régionaux pour favoriser le dialogue et la participation au niveau des pays.

Désormais, l'élaboration de documents de stratégie pays et le développement, la mise en œuvre et le suivi des projets doivent inclure la participation et la contribution de la société civile. La participation de la société civile garantira que les voix et les préoccupations des citoyens du continent seront entendues et prises en compte dans la formulation des politiques et des projets de la Banque.

La collaboration avec la société civile dans la réalisation des résultats de la Banque garantit l'inclusion et la participation, mais pourrait également favoriser la transparence, la responsabilité et l'appropriation.

J'attends avec impatience les résultats du Forum, car à la Banque africaine de développement, nous continuons de croire que la société civile reste un partenaire fiable et précieux pour la réalisation du programme de transformation de l'Afrique.

Je vous remercie.

Allocution de clôture du Vice-président, Secteur privé, infrastructures et industrialisation, Pierre Guislain

Chers représentants de la société civile de toute l'Afrique, de la diaspora et de l'étranger,

Invités des organisations internationales et des banques multilatérales de développement sœurs,

Chères/Chers partenaires participant au forum, Chères/chers collègues,

Je vous invite à vous joindre à moi pour saluer et encourager le succès du forum tenu cette année, avec la célébration du 10e anniversaire du Forum de la société civile à la Banque africaine de développement !

C'est pour moi un honneur et un plaisir de vous rejoindre pour cette dernière séance. D'après les rapports de ces trois jours productifs, vous avez mis l'accent sur le rôle et la responsabilité de la société civile dans la réalisation de l'intégration régionale de l'Afrique et souligné l'importance que la Banque africaine de développement accorde à l'implication de la société civile dans la réalisation de sa priorité d'intégration régionale.

1. Cette année, la Banque met en avant l'une des priorités des High 5 : « intégrer l'Afrique ». Les défis de l'intégration régionale de l'Afrique sont bien connus. Le commerce intra-africain est le plus faible au monde : environ 15 %, contre 54 % dans la zone de libre-échange nord-américaine, 70 % au sein de l'Union européenne et 60 % en Asie. Le paysage physique complexe du continent rend difficile la connexion entre les communautés, les pays et même des régions entières. L'intégration dans les marchés régionaux des services d'infrastructures est également très limitée, notamment pour ce qui est des secteurs comme l'électricité, l'énergie, l'eau et l'assainissement. La faiblesse des communautés économiques régionales (CER), qui manquent de capacités et sont mal structurées pour réaliser ou même attirer les investissements régionaux nécessaires, complique encore la situation.

2. Je me réjouis de votre conclusion selon laquelle l'intégration économique régionale est la clé de la compétitivité et de la croissance en Afrique. Elle influence ce que les gens achètent et la manière dont ils achètent, la variété de ce qui est proposé sur le marché, la facilité avec laquelle les citoyens se déplacent d'un pays à l'autre, où les gens peuvent choisir d'étudier ou de travailler et où les investissements peuvent être transférés. Cependant, l'intégration régionale sur le continent est confrontée à des problèmes persistants en matière de réglementation, d'institutions et d'infrastructure, empêchant la création de marchés plus vastes et plus attractifs, le ralliement des pays sans littoral aux marchés internationaux et la stimulation du commerce intra-africain.

3. Pour la Banque, intégrer l'Afrique signifie intégrer les marchés en construisant des infrastructures telles que les transports, l'énergie et les télécommunications, qui connectent davantage de personnes sur tout le continent. La réalisation de l'intégration régionale suppose également d'établir des politiques qui la rendent possible. L'objectif de la Banque à l'horizon 2025 se décline ainsi : porter à au moins 23 % le commerce intra-africain, contre 15 % actuels ; porter à 54 le nombre de pays dotés de facilités de visas, contre 13 actuellement ; construire ou réhabiliter 9 830 kilomètres de routes transfrontalières ; et réaliser 3 600 km de transport d'électricité transfrontalier.

4. Les contributions pertinentes et précises fournies au cours de ces journées de travail seront prises en compte dans nos programmes et projets abordant les défis fondamentaux de l'Afrique. La participation de la société civile garantit que les voix et les préoccupations des citoyens du continent sont entendues et prises en compte dans la formulation des politiques et des projets de la Banque. La collaboration avec la société civile dans la réalisation des résultats de la Banque garantit l'inclusion et la participation, mais pourrait également favoriser la transparence, la responsabilisation et l'appropriation.

5. J'ai également noté que vous avez lancé une campagne de soutien au réapprovisionnement des ressources du Fonds africain de développement. Nous pensons que le réapprovisionnement des ressources du FAD est un événement crucial, car cela signifie que les peuples africains continueront de bénéficier d'infrastructures, de services sociaux et d'une qualité de vie améliorés. En l'absence de réapprovisionnement des ressources du FAD, il serait difficile de consolider et d'accroître ces améliorations. Avec le réapprovisionnement des ressources du Fonds africain de développement et votre notoriété croissante, le soutien et le rôle des communautés à la base dans le processus seront déterminants.

Alors que nous avançons ensemble, avec les organisations de la société civile en Afrique dans le cadre de notre partenariat, nous continuerons à chercher plus de ressources pour transformer l'Afrique. Le haut niveau des participants, l'expertise des intervenants et l'engagement concerté pour construire aujourd'hui une Afrique meilleure ont contribué au succès de nos résultats.

Sur cette note d'espoir, je déclare solennellement clos les travaux marquant le dixième anniversaire du Forum de la société civile et je vous souhaite à nouveau un bon retour chez vous.

Je vous remercie de votre aimable attention.

Accélérer le rythme de développement :

Appel de la société civile pour la reconstitution du Fonds africain de développement (FAD-15), Abidjan, le 9 mai 2019

1.0 Préambule

Conscients de notre mandat inhérent en tant que représentants des citoyens africains les plus marginalisés ;
Reconnaissant notre rôle catalyseur dans la promotion des partenariats stratégiques avec les gouvernements et les donateurs corporatifs aux niveaux régional et continental ;

Chérissant le rôle indispensable que nous jouons aux côtés d'autres organismes continentaux aux vues similaires dans la transformation sociale et économique de l'Afrique ;

Inspirés des grands succès déjà réalisés grâce au lobbying et au plaidoyer en faveur de politiques aux niveaux mondial et continental dans la mise en place de cadres de développement tels que, notamment, les Objectifs de développement durable, l'Accord de Paris sur les changements climatiques et l'élaboration de normes volontaires globales pour l'industrie ;

Appréciant la disposition de la Banque africaine de développement à renforcer son engagement et sa collaboration avec la société civile dans la réalisation de ses cinq grandes priorités ;

Convaincus de l'impact significatif du Fonds africain de développement (FAD) via son financement par des prêts concessionnels et des subventions accordés à des pays membres régionaux à faibles revenus dans le cadre de projets qui stimulent la réduction de la pauvreté et le développement économique,

Encouragés par les nombreux succès sans précédent et l'impact des projets sous financement FAD dans la transformation des économies, la création de nouveaux liens pour promouvoir l'intégration régionale, les échanges commerciaux et l'amélioration de la sécurité alimentaire,

Nous, organisations de la société civile, réunies du 7 au 9 mai à Abidjan, au siège de la Banque africaine de développement, pour le forum annuel BAD OSC sur le thème « impliquer la société civile pour accélérer l'intégration régionale au service de la prospérité économique de l'Afrique »,

Déclarons par la présente tout notre soutien à la reconstitution du Fonds africain de développement.

2.0 Justification de notre soutien

Notre soutien, comme organisations de la société civile, au processus de reconstitution des ressources du Fonds africain de développement repose sur les paramètres qui suivent.

i) La BAD joue un rôle central dans le développement socio-économique du continent : en tant qu'OSC, nous sommes pleinement conscients du rôle de la BAD en tant qu'institution continentale clé contribuant au développement économique et au progrès social des peuples africains. Le Groupe de la BAD a la responsabilité d'assurer un développement efficace avec un impact durable sur la vie des personnes qu'il dessert. Avec un FAD convenablement reconstitué, un tel rôle est orienté vers de meilleurs résultats.

ii) Il existe de nombreux exemples de réussite incroyable et de transformation des vies par le FAD jusqu'à présent : dans notre engagement quotidien avec la BAD et le FAD, nous avons rempli notre obligation de suivre les progrès du FAD dans les 38 pays et sommes parvenus à la conclusion que des projets sociaux et d'infrastructures avaient eu un impact significatif sur la vie des gens. Un FAD bien reconstitué a plus de chance de faire plus.

iii) Le changement de paradigme de la BAD pour davantage d'implication des OSC : plus que par le passé, nous sommes davantage convaincus qu'un FAD bien reconstitué servira l'objectif souhaité, en grande partie grâce au rôle de contrôle accru que la BAD a confié aux OSC. La confiance de la Banque envers les OSC en tant que partenaires du développement est clairement illustrée par le Forum de la société civile, plateforme de dialogue entre la Banque africaine de développement (BAD) et les Organisations de la société civile (OSC), ainsi que par le comité BAD-OSC en tant qu'organe consultatif de la Banque responsable de la mise en œuvre de l'engagement de la BAD auprès de la société civile.

iv) Les objectifs de développement de l'Afrique : il ne fait aucun doute que sans l'appui du FAD, les efforts de l'Afrique pour atteindre les objectifs de développement durable et les cibles fixées par les objectifs de développement de l'Afrique pour 2063 ne seront pas atteints. Le bien-être et la dignité de millions d'Africains dépendent du soutien apporté à leurs pays, à travers le FAD. Sa reconstitution est donc vitale.

3.0 Conditions de notre soutien

Notre soutien à la reconstitution du FAD repose sur les hypothèses et les conditions suivantes qui, nous en sommes sûrs, seront remplies lors du processus de remplacement et d'utilisation du FAD :

i) Que la BAD renforce et améliore ses processus de transparence et de responsabilité dans ses relations avec les pays membres clients, afin de garantir que les programmes et les projets financés par la BAD profitent réellement à ses citoyens.

ii) Que les pays africains soient engagés par la BAD, avec le soutien de la société civile, pour financer leur propre développement en contribuant au FAD.

iii) Que la société civile soit un partenaire à part entière, pour veiller à ce que la BAD réponde aux besoins des peuples africains par le biais de programmes financés avec les pays membres clients et que des modalités structurées d'implication soient mises en place aux niveaux national et régional, afin de permettre la participation de la société civile aux processus de la BAD.

iv) Que la BAD incite fortement ses pays membres clients à impliquer la société civile de leurs pays dans les projets.

v) Que la BAD déploie des efforts concrets pour soutenir le rôle de la société civile dans ces processus, avec l'appui technique, matériel et financier nécessaire.

Institut ouest-africain de la société civile — Séance dirigée par les OSC

Au-delà de la rhétorique, faire de l'intégration régionale une réalité en Afrique de l'Ouest : tirer parti de la force de la société civile engagée

Animateurs de séance et président de séance :

Séance Chair:
Nana Asantewa Afadzinu, Directrice exécutive, WACSI

Intervenants :
Mme Adaku Ufere-Awoonor, Conseillère juridique en matière d'énergie, de genre et de développement, Nigéria

M. Komi Abitor, Président du Conseil, REPAOC, Togo

Mme Benedicte Joan, PDG, Train and Travel, Côte d'Ivoire

M. Aziz Bala-Gaye, Économiste principal au ministère du Commerce, de l'Industrie, de l'intégration régionale et de l'Emploi, Gambie

Introduction

La séance dirigée par le WACSI lors de la dixième édition du Forum de la société civile de la Banque africaine de développement (BAD) avait pour thème : « Au-delà de la rhétorique, faire de l'intégration régionale une réalité : tirer parti de la force de la société civile engagée », s'inspirant de l'une des cinq grandes stratégies de la Banque pour l'Afrique « intégrer l'Afrique » et s'alignant sur le thème des assemblées annuelles de 2019 : « Obtenir l'implication de la société civile dans l'intégration régionale pour la prospérité économique de l'Afrique ».

Questions posées/sujets abordés

Parmi les questions posées aux conférenciers :

- Qu'est-ce que l'intégration régionale? Selon vous, est-ce un terme réaliste ou idéaliste? Dans quels domaines pouvons-nous réussir l'intégration régionale?
- De quelle manière ces domaines spécifiques peuvent-ils contribuer à l'intégration régionale?
- Quels sont les enjeux? Et comment les approcher? Recommandations/résultats?

Voici quelques-unes des recommandations émises pendant cette séance :

Recommandations à l'attention de la Banque africaine de développement (BAD) :

- Renforcer les capacités des OSC à suivre les projets commandés par la Banque dans les pays membres,
- Fournir aux OSC des informations pertinentes sur le calendrier des projets, les échéances, le financement et les principaux indicateurs de performance pour un suivi et une mesure des impacts efficaces,
- Élargir l'accès au financement et aux services proposés par des incubateurs pour permettre aux entreprises appartenant à des femmes de prospérer.

Recommandations à l'attention du gouvernement national :

- Créer des fonds de dotation nationaux qui aideraient les entreprises appartenant à des femmes à développer des activités au-delà des frontières et dans les pays voisins,
- Engager les OSC régionales telles que l'Alliance Bordeless et le WANEP à fournir des services sociaux essentiels comme des installations scolaires, des opportunités d'emploi, des informations sur la paix et la sécurité et des installations sanitaires,
- Organiser des salons commerciaux et touristiques internationaux pour les entreprises africaines,
- Ouvrir des opportunités d'affaires et de commerce pour que les entreprises locales puissent accéder aux marchés extérieurs dans les pays voisins,
- Collaborer et veiller à ce que leurs efforts et leurs politiques en matière de transparence, de lutte contre la corruption et d'accès à l'information au-delà des frontières nationales soient harmonisés et appliqués à tous les niveaux.

Recommandations à l'attention des organisations et acteurs de la société civile :

- Collaborer avec les gouvernements nationaux pour fournir des services sociaux essentiels au-delà des frontières nationales,
- Plaider auprès des gouvernements de manière à ce qu'ils organisent des salons commerciaux et touristiques pour les entreprises africaines afin d'élargir leur marché, notamment les entreprises privées et les PME,
- Fournir des renseignements aux agences de sécurité nationales et internationales afin de prévenir d'éventuels problèmes sécuritaires,
- Plaider auprès des gouvernements nationaux pour créer un environnement favorable à la participation du secteur privé à l'intégration régionale.

Recommandations à l'attention de la CEDEAO :

- Collaborer et tirer parti des connaissances et de l'expertise des OSC (comme l'Alliance Borderless) pour surveiller et signaler les enjeux frontaliers des pays,
- Commissionner des recherches pour documenter les informations relatives aux obstacles qui entravent la libre circulation des biens et des services entre les États membres et mettre en place des réformes de la politique frontalière, le cas échéant, et
- Recueillir des informations sur la sécurité auprès de la collectivité afin d'aider à éliminer les risques potentiels de migration forcée et, éventuellement, à prévenir les guerres civiles.

Recommandations à l'attention du secteur privé :

- Veiller à ce que les entreprises privées et les PME respectent la diversité en recrutant des employés africains expatriés à des fins d'avantage concurrentiel,
- Veiller à ce que les entreprises multilatérales (en particulier) telles que les sociétés de télécommunications, minières, pétrolières et gazières recrutent des employés dans les pays voisins afin de promouvoir la création d'emplois compétitifs pour les jeunes et les autres demandeurs d'emploi.

CARE International et l'Institut ouest-africain de la société civile (WACSI) se joignent à la séance Collective Voices of Women

Animateurs de séance

Modérateur :
Omolara Balogun
Aisha Rahamatali

Intervenants/personnes accompagnant la séance
Nana Afadzinu
Honorine Koffi
Alasdair Charnock
Jacob Niamien
Simon Snoxell
Omolara Balogun
Benedicte Joan
Dorcas Taylor Tucker
Assetou Camara
Ama Bartimeus
Fatou Ndiaye

Introduction

Il y a environ 3 millions de membres de groupes d'épargne en Afrique de l'Ouest. Pourtant, la plupart de ces groupes fonctionnent indépendamment les uns des autres ; aussi existe-t-il un fort potentiel d'interconnexion et de mise en réseau de ces groupes avec d'autres acteurs et organisations de la société civile aux niveaux national et régional, et ce, dans le but de mobiliser et sensibiliser les acteurs sur les questions transfrontalières affectant la vie des femmes et des jeunes filles.

Quand les femmes ont la possibilité de se réunir dans des espaces sûrs, elles peuvent utiliser leur pouvoir et leur voix collective pour apporter des changements vers un monde plus équitable. Le modèle des groupes d'épargne (MMD/VSLA) offre ce type d'espace où les femmes peuvent s'autonomiser individuellement (pour créer leur agence) tout en renforçant leur leadership collectif (pour changer leurs relations et influencer leur structure). En effet, le modèle Mata Masu Dubara (MMD) au Niger a démontré que les réseaux de groupes d'épargne ont un pouvoir puissant en matière de changement social et économique. Ces réseaux fournissent aux groupes la légitimité et la crédibilité nécessaires au développement des alliances stratégiques avec des organisations locales et nationales de la société civile afin de faire entendre la voix des femmes et de lutter pour l'égalité des sexes et la justice économique.

Lors de la séance, des exemples existants du fonctionnement de cette approche ont été présentés ainsi que des idées sur la façon dont elle peut être déployée pour soutenir une intégration régionale plus large à des fins de prospérité économique.

Questions posées/sujets abordés

« Le rôle des groupes d'épargne et de la société civile, notamment l'influence qu'ils exercent sur un environnement propice grâce au renforcement des capacités des femmes leaders du terrain» a été exposé par Assetou Camara, membre d'un groupe d'épargne et entrepreneuse à Bouaké en Côte d'Ivoire. Cette dernière a donné un témoignage inspirant sur la façon dont son appartenance à un groupe d'épargne lui a permis de se développer et d'éliminer les inégalités de pouvoir avec les hommes. Son conseil : « N'attendez pas que quelqu'un vous aide, faites-le vous-même ! ». Dorcas Taylor Tucker, une entrepreneuse de la Sierra Leone, a également partagé son expérience en ce qui concerne la croissance de son entreprise dans un environnement favorable aux femmes et joue maintenant le rôle de mentor auprès d'autres femmes chefs d'entreprise.

Recommandations/résultats

Les conclusions de Nana Afadzinu (directrice exécutive, WACSI). Benedicte Joan (fondatrice de Train and Travel for Women in Africa) et Simon Snoxell — Affaires mondiales Canada se sont penchées sur la question de savoir « comment relier les groupes d'épargne et les OSC au niveau local vers les niveaux national et régional ? », ainsi que sur le potentiel inexploité qui existe pour renforcer la fondation et la plate-forme groupes d'épargne — OSC pour l'intégration régionale, les opportunités économiques et les droits des femmes.

Le résultat de la séance a été l'adhésion de 30 participantes à la « Women's Voice Collective » ou à la « Voix collective des femmes ». Il s'agit d'une étape vers le renforcement de la voix des femmes à travers la participation à des groupes d'épargne et les liens créés avec la société civile en Afrique de l'Ouest.

Programme d'Oxfam Pan Africa – séance dirigée par les OSC

Optimiser l'utilisation efficace des avantages des systèmes décentralisés d'énergies renouvelables pour l'électrification du dernier kilomètre et l'autonomisation économique des femmes

Animateurs de séance

Modérateur :
M. Zephaniah Mikwa Kivungi, Directeur du programme Viabilité de l'Afrique, Kenya

Intervenants :
M. Hyton Lefu, Coordinateur de programme, Résilience des moyens de subsistance, Oxfam, Malawi

Mme Maimuna Kabatesi, Directrice de programme, Énergie durable pour tous, Hivos

Mme Jacqueline Kimeu, Coordinatrice, ACCESS

Introduction

Au cours de cette séance, trois conférenciers sont intervenus pour faire part de leur expérience en matière d'utilisation efficace de l'énergie renouvelable. Le travail d'Oxfam au Malawi a

conduit les agriculteurs à utiliser les énergies renouvelables pour irriguer les terres où ils cultivent des légumes et du maïs, à ajouter de la valeur aux produits agricoles, par exemple en produisant du beurre de cacahuètes à partir d'arachides, de la farine de soja à partir de graines de soja, en créant de petites entreprises comme, notamment, des salons de coiffure, des lieux où recharger les téléphones, des shows vidéo. Ces interventions ont beaucoup aidé 3 000 ménages ruraux des districts de Mchinji, Lilongwe et Rumphi au Malawi. Cette expérience a été évoquée au cours de la séance dirigée par les OSC.

Questions posées/sujets abordés

Les discussions ont porté sur les évaluations d'impact qui ont été réalisées pour cette intervention et qui ont souligné les différences en termes de revenu, de nourriture et de cohésion sociale entre les ménages ayant participé au projet et les autres. Une comparaison a aussi été établie pour les mêmes bénéficiaires ayant participé au projet et leur situation avant et après. Hivos a présenté son expérience avec les laboratoires sociaux d'énergie en Tanzanie, tandis qu'ACCESS a partagé son travail sur l'utilisation de l'énergie propre et efficace pour la cuisine du Lobby des femmes avec l'aide des gouvernements. Ces derniers ont créé un environnement propice à l'adoption des énergies renouvelables avec un accent mis sur les utilisations productives en les rendant accessibles aux pauvres (suppression des droits, de la TVA là où ils sont encore facturés) au Ghana.

Recommandations/résultats :

Ces discussions et ces expériences ont conduit Oxfam à présenter à la Banque les demandes suivantes relatives à l'optimisation de l'utilisation de l'énergie renouvelable :

- Financement de ressources suffisantes par la Banque afin que les pays membres puissent lancer de tels programmes hors réseau et permettre aux masses rurales pauvres, en particulier aux femmes, d'en bénéficier.
- Promouvoir des plans énergétiques intégrés et globaux dans le cadre des processus stratégiques nationaux ouverts et transparents de la BAD pour une pleine participation des OSC. Plus précisément, ces plans devraient s'appliquer aux différents ministères concernés (agriculture, santé, etc.).
- Prévoir un soutien en faveur d'un ciblage spécifique ventilé par sexe lors de la conception et de l'évaluation finale des projets, et ce afin d'identifier et de prendre en compte les inégalités et les préjugés sexistes inhérents à chaque projet.

Centre pour le développement de la région de Tensift — Séance dirigée par les OSC

Engager la société civile des jeunes à accélérer l'intégration régionale pour la prospérité économique de l'Afrique

Animateurs de séance

Modérateur :
M. Jean Philippe Lohoury, Président, association REVILA, Côte d'Ivoire

Intervenants :
Pr. Legrouri Ahmed, Vice-président, Université internationale de Grand-Bassam, Côte d'Ivoire

Pr. Ahmed Chehbouni, Président, Centre pour le développement de la région de Tensift

Introduction

L'objectif de cette séance était de sensibiliser par rapport au rôle des jeunes en matière d'accélération de l'intégration régionale de l'Afrique et à la nécessité de renforcer les capacités par des échanges dans ces régions en partageant les bonnes pratiques.

Questions posées/sujets abordés

Les discussions ont porté sur l'avenir prometteur d'une Afrique intégrée. Ses richesses pétrolières, gazières et minières et surtout sa jeunesse sont des atouts considérables. Pour jouer leur rôle dans l'intégration de l'Afrique, les jeunes de la société civile doivent d'abord être bien formés et ensuite travailler au sein de réseaux régionaux pour la réalisation de projets de développement.

Recommandations/résultats

Les jeunes ayant participé à la séance demandent à la BAD d'organiser des séances de renforcement des capacités pour eux dans les différentes régions d'Afrique et aussi d'aider les jeunes entrepreneurs.

Ils demandent également que la mobilité des étudiants africains soit facilitée dans le contexte universitaire.

Enfin, les participants ont bien accueilli l'initiative du Centre d'organiser des universités pour les jeunes leaders de la société civile et ont appelé les dirigeants de la BAD à soutenir une telle initiative d'intégration des jeunes.

Réseau pour l'environnement et le développement durable en Afrique (NESDA) — Séance dirigée par les OSC

La place et le rôle de la société civile en matière de développement durable pour l'accélération de l'intégration régionale et la prospérité économique de l'Afrique

Animateurs de séance

Modérateur :
Germaine Boni

Intervenants :
Abraham Denis, NESDA
Gustave Aboua, NESDA

Introduction

L'objectif de la séance était d'informer et de sensibiliser la société civile sur le développement durable, de lui faire prendre conscience de son rôle et de ses opportunités dans le cadre de l'accélération de l'intégration régionale pour la prospérité économique de l'Afrique. L'objectif était également de prédéfinir une feuille de route préliminaire pour des projets ou activités spécifiques (NESDA/division de la Société civile et de l'engagement communautaire) dans le cas particulier d'un partenariat lié à l'accélération de l'intégration régionale pour la prospérité économique en Afrique.

Questions posées/sujets abordés

Les remarques ont porté sur le rôle indéniable de la société civile en termes de développement durable pour l'accélération de l'intégration régionale et la prospérité économique de l'Afrique. La société civile a un rôle d'auditeur social et est un acteur clé du développement durable. C'est pourquoi elle doit pouvoir contribuer à promouvoir le caractère unique de la culture. Toutefois, la société civile a des faiblesses, notamment en termes de renforcement des capacités.

Recommandations/résultats

Les participants ont été informés et sensibilisés sur le rôle des OSC dans l'accélération de l'intégration régionale pour la prospérité économique de l'Afrique. En termes de perspective, des idées spécifiques de projets ou d'activités ont été présentées dans le but de contribuer à l'accélération de l'intégration régionale pour la prospérité économique de l'Afrique. On peut citer notamment « l'amélioration de l'accès à l'information pour les communautés de base en faveur de l'autonomisation des femmes dans les zones rurales (Afrique de l'Ouest) ».

Forum des éducatrices africaines (FAWE) — Séance dirigée par les OSC

Une évaluation du système éducatif africain en vue de l'intégration et de la prospérité économique des jeunes

Animateurs de séance

Modérateur :
Juliet Kimotho, Responsable du plaidoyer, FAWE

Intervenants :
Martha Muhwezi, Directrice exécutive du FAWE

Beyan Flomo Pewee, Directeur exécutif de YOCEL

Introduction

La séance visait à faire la lumière sur l'état et la capacité des systèmes éducatifs en Afrique et à préparer les jeunes à participer à la prospérité économique du continent. La séance visait à améliorer la compréhension commune du rôle des OSC et des gouvernements en renforçant la capacité des jeunes à répondre aux demandes du siècle en matière d'éducation et d'entrepreneuriat et de leur contribution sous-jacente à la prospérité économique de l'Afrique.

Questions posées/sujets abordés

Situation de l'éducation en Afrique
Conformément à la nouvelle feuille de route mondiale 2030 et aux objectifs de développement durable (ODD) approuvés par les États membres des Nations unies, l'Union africaine (UA) a mis en place des stratégies et des mécanismes destinés à guider le système éducatif africain. L'objectif 4.4 des ODD appelle à une augmentation substantielle du nombre de jeunes et d'adultes ayant des compétences adaptées, dont des compétences techniques et professionnelles, au marché de l'emploi, à des emplois décents et à la création d'entreprises. Dans le cadre de l'Agenda 2030 pour le développement durable, un nouveau cadre de suivi de l'éducation a été mis en place, remplaçant celui établi dans le cadre des Objectifs du millénaire pour le développement (OMD). Ce nouveau système utilise désormais un ensemble de sources d'information beaucoup plus riches que le précédent, élargissant son champ d'action et visant à répondre à l'ambition des objectifs des ODD.

L'aspiration n° 6 de l'Agenda 2063 de l'UA évoque la nécessité d'investir dans les peuples d'Afrique comme sa ressource la plus précieuse. Elle précise les domaines d'investissement et y inclut la nutrition et la santé, l'accès au logement, à l'eau et à l'assainissement, le développement d'une éducation de qualité et le renforcement de la science, la technologie, l'innovation et de la recherche.

Parmi les autres cadres mis en place figurent la Stratégie continentale de l'éducation pour l'Afrique (CESA 16-25), la Stratégie pour l'égalité des genres (CESA 16-25) qui traite des disparités entre les sexes dans la CESA, la Stratégie d'EFTP et la Stratégie pour la science, la technologie et l'innovation en Afrique 2024 (STISA 2024).

L'Université virtuelle africaine (UVA),

un effort panafricain pour créer un organisme d'enseignement à distance ouvert et abordable au service du continent africain, représente une autre étape importante franchie par l'UA. Créé en 1997, cet organisme basé au Malawi est aujourd'hui le plus grand réseau d'apprentissage à distance en ligne, présent dans plus de 27 pays d'Afrique subsaharienne. De plus, environ 40 000 étudiants ont été diplômés à l'issue de ces formations. L'université propose 219 modules éducatifs ouverts portant sur les mathématiques et les sciences, la formation des enseignants et les compétences en TIC. Les cours sont tous disponibles gratuitement en anglais, français et portugais.

De nombreux États africains reconnaissent l'importance de la gratuité de l'éducation de base et nombre d'entre eux, comme le Kenya par exemple, ont mis en œuvre cette politique avec succès depuis 2003. Outre sa reconnaissance en tant que droit de l'homme, l'éducation de base gratuite est également considérée comme une stratégie de réduction de la pauvreté. Elle fait évoluer le niveau de vie des citoyens, améliore les conditions politiques, sociales et économiques en éliminant l'analphabétisme, réduit l'écart entre les riches et les pauvres et favorise la mobilité ascensionnelle pour le développement économique et social du pays.

L'Afrique a connu une augmentation significative du nombre d'inscriptions dans les écoles primaires et secondaires. En Afrique subsaharienne, les taux de scolarisation des enfants en âge de fréquenter l'école primaire sont passés de 58 % à 76 % entre 1999 et 2010, selon le rapport 2012 sur les Objectifs du millénaire pour le développement, préparé par le département des affaires économiques et sociales de l'ONU. Plusieurs pays de la région ont également réussi à réduire leurs taux relativement élevés de non-scolarisation, alors même que leur population d'âge scolaire primaire a augmenté. À l'instar du Burundi, beaucoup de ces pays sont confrontés à des défis majeurs.

Selon les données de la Conférence de financement du GPE, qui s'est tenue à Dakar en 2018, les pays africains ont manifesté un intérêt croissant pour l'allocation de fonds supplémentaires à l'éducation. Au total, 53 pays en développement, dont 36 pays africains, se sont engagés à augmenter leurs dépenses publiques consacrées à l'éducation pour la période 2018 à 2020 pour atteindre un montant total de 110 milliards d'USD, contre 80 milliards d'USD prévus lors du cycle de financement précédent. Il s'agit véritablement d'un développement majeur pour l'éducation en Afrique.

Les technologies numériques se sont répandues sur tout le continent africain selon un rythme irrésistible. Des données largement citées sur les taux d'adoption de ces technologies numériques suggèrent qu'elles font leur chemin dans tous les aspects de la vie des sociétés africaines. L'éducation n'a pas été laissée pour compte et il y a eu une augmentation tout aussi importante de l'utilisation de la technologie dans l'éducation. Au Kenya, par exemple, le ministère de l'Éducation a arrêté une directive selon laquelle tous les élèves devront être enregistrés auprès du Système national d'information sur la gestion de l'éducation (NEMIS), afin de gérer les incohérences du secteur vaste et complexe de l'éducation au Kenya. Ce secteur concerne des millions d'élèves dans environ 120 000 établissements scolaires. Le système produit des numéros d'identification uniques pour les élèves inscrits qui permettront de suivre leur parcours du niveau primaire aux niveaux secondaire et supérieur. Le suivi est essentiel parce qu'il aidera le gouvernement à mieux élaborer des plans et des politiques visant à améliorer l'offre du secteur de l'éducation.

Problèmes/questions soulevés

- Les jeunes filles africaines sont toujours les grandes absentes de l'éducation. Selon les données de l'Institut de statistique de l'UNESCO de 2018, 9 millions de filles âgées de 6 à 11 ans ne fréquenteront jamais l'école dans toute la région Afrique. Ce chiffre est à comparer aux 6 millions de garçons qui subiront le même sort. Pour les filles, le désavantage commence tôt puisque 23 % de filles ne vont pas à l'école primaire, contre 19 % de garçons. À l'adolescence, le taux d'exclusion des filles est de 36 %, contre 32 % pour les garçons.
- Il y a moins de filles qui terminent leurs études secondaires et accèdent à l'enseignement supérieur et la participation des jeunes femmes aux matières et aux carrières des STIM est faible.
- Le système éducatif africain actuel permet-il à la jeunesse africaine d'être compétitive par rapport aux étudiants d'autres continents ? L'Afrique semble avoir des programmes compartimentés qui ne préparent pas suffisamment les jeunes à être compétitifs sur la scène internationale.
- Au niveau structurel, de nombreux gouvernements africains n'investissent pas suffisamment de ressources dans la recherche et l'innovation scientifique en Afrique alors que la plupart des programmes africains sont fondés sur la théorie plutôt que sur les compétences.
- Le nombre et l'intensité des conflits violents ont augmenté au cours de la dernière décennie, l'Afrique ayant connu 18 conflits étatiques en 2017. Les jeunes déplacés ont plus de difficultés à accéder à l'éducation que les enfants plus jeunes, et le taux d'inscription des réfugiés dans l'enseignement secondaire chute à 36 % alors que celui de l'école primaire est de 76 %. Compte tenu de la durée importante des situations de déplacement, parfois de nombreuses années, les jeunes sont susceptibles de connaître des « écarts de développement » en raison de l'interruption de l'éducation, du manque de possibilités d'acquérir des compétences appropriées et sûres nécessaires à la subsistance et de développer d'importantes compétences sociales et cognitives.
- L'Afrique produit-elle suffisamment de ce qu'elle consomme ?
- Existe-t-il un mécanisme mis en place par les donateurs, la BAD et l'UA pour analyser le système éducatif et voir ce qui fonctionne et ce qui ne fonctionne pas ?
- Comment la BAD peut-elle s'assurer que les jeunes qui n'ont jamais fréquenté l'école voient leurs capacités développées en matière d'activités, d'emploi et d'entrepreneuriat ? Ceci compte tenu du fait que la plupart d'entre eux peuvent ne pas être en capacité de communiquer dans des langues étrangères et parfois nationales adoptées comme l'anglais.

Recommandations/résultats :

- La BAD devrait envisager de financer des initiatives de jeunes non scolarisés par le biais de l'EFTP ou de programmes spéciaux conçus pour répondre aux besoins de ce groupe particulier. En effet, l'exclusion des jeunes de l'enseignement secondaire et supérieur traditionnels signifie que la seule option qui s'offre à eux est la formation professionnelle.
- La Banque devrait envisager de soutenir des coalitions nationales de toutes les parties prenantes de l'éducation qui faciliteront et soutiendront les initiatives découlant de la mise en œuvre de GES4CESA et de CESA 16-25. Un conseil d'administration des parties prenantes de l'éducation, y compris les organisations à vocation sexospécifique, pourrait jouer un rôle consultatif et technique dans la mise en œuvre. Pour les filles défavorisées sur le continent, la BAD doit y accompagner l'unification des programmes.

Il est nécessaire de former les enfants à des compétences non techniques telles que la communication afin qu'ils puissent s'exprimer et parler des idées qui leur tiennent à cœur au cours de leur jeunesse. La Banque devrait également prendre en considération :

- L'investissement dans un système de valeurs en faveur de la croissance des jeunes, notamment en leur donnant les moyens de créer des solutions locales pour leurs communautés
- L'investissement dans un environnement propice à conserver un vivier de jeunes talents, souvent récupéré par les organisations mondiales qui profitent ainsi des grands cerveaux de l'Afrique
- Le fait de rendre l'agriculture attrayante pour les jeunes afin d'améliorer la sécurité alimentaire de l'Afrique

La BAD doit aligner ses programmes sur la vision de l'Agenda 2063 de l'UA et s'assurer qu'elle est impliquée dans les forums annuels des OSC de la Banque ; ainsi la BAD :

- Doit investir dans des programmes d'études fondés sur les compétences qui visent à renforcer les compétences pratiques dont les jeunes ont besoin sur le marché du travail et dans le cadre d'une démarche d'entrepreneuriat
- Soutient le Fonds pour l'éducation des filles en Afrique (AGEF) qui est hébergé par le FAWE alors qu'il cherche à créer des opportunités éducatives
- Doit impliquer les jeunes et la société civile dans la conception et l'exécution des programmes d'éducation et d'entrepreneuriat
- Doit adopter une approche plus réaliste, fiable et enthousiaste dans la lutte contre le chômage des jeunes .

Approches innovantes pour accélérer la mise en œuvre de l'AREI pour la prospérité économique et l'intégration régionale en Afrique

Animateurs de séance

Modérateur :
Augustine B. Njamnshi, Coordinateur, Coalition Afrique pour l'énergie durable et l'accès (ACSEA)

Intervenants :
Dr. Daniel Schroth, Ag. Directeur, Énergies renouvelables et efficacité énergétique, Conseiller du Vice-président en charge de l'électricité, de l'énergie, du climat et de la croissance verte, BAD

Benson Ireri, Responsable Afrique, Accès à l'énergie, Institut des ressources mondiales (WRI)

Thuli Makama, Conseiller principal Afrique, Oil Change International (OCI)

Jacqueline Kimeu, Coordinatrice, Coalition Afrique pour l'énergie durable et l'accès (ACSEA)

Maimuna Kabatesi, Chargée de plaidoyer, Hivos

Contexte général

Le paysage énergétique de l'Afrique présente à la fois des défis et des opportunités pour un développement à faible intensité de carbone. Il existe de multiples programmes visant à relever ces défis, mais le plus notable est l'Initiative de l'Afrique sur les énergies renouvelables (AREI). L'AREI reconnaît que l'énergie est une nécessité fondamentale pour stimuler les secteurs productifs dans les contextes locaux et nationaux. Il s'agit de répondre aux besoins des entreprises de toutes tailles, tant en termes de quantité que de qualité d'accès. En même temps, l'initiative SE4ALL considère les systèmes d'énergie renouvelable décentralisée (ERD) comme les plus efficaces pour favoriser le développement dans ce domaine à l'égard des populations les plus défavorisées et les moins bien desservies. Ainsi, pour s'assurer qu'elle produira les avantages escomptés en matière de développement, la localisation d'AREI exigera donc des niveaux élevés de planification et de réalisation. De plus, un financement efficace, ainsi qu'une prise de décision éclairée, notamment en ce qui concerne l'affectation de ces investissements, devront occuper une place importante pour que les populations du dernier kilomètre en bénéficient, et davantage pour qu'AREI réalise un développement significatif là où c'est le plus nécessaire. Energy Access Explorer (EAE), une plateforme d'accès à l'énergie géospatiale en ligne, constituerait une aide efficace à ces niveaux de planification.

Sujets abordés

Le but de cette séance était d'atteindre les objectifs suivants :

- Présenter un aperçu de l'AREI, du rôle des parties prenantes dans la réalisation de ses objectifs, ainsi que des possibilités pratiques de localisation de sa mise en œuvre
- Étudier comment l'AREI peut être exploitée pour assurer le développement socio-économique dans les régions les plus mal desservies et les plus défavorisées d'Afrique
- Présenter une analyse des tendances actuelles du financement des énergies renouvelables en

Afrique (avec un accent particulier mis sur l'AREI)

- Présenter l'Energy Access Explorer (EAE), une plate-forme régionale d'accès à l'énergie géospatiale en ligne, et étudier comment elle peut être utilisée pour inclure l'intégration régionale dans la planification de la mise en œuvre de l'initiative AREI
- Élaborer et approuver des recommandations à l'intention de l'AREI par l'intermédiaire de l'Unité indépendante de mise en œuvre (IDU).

Questions posées

Après une présentation générale de l'AREI par le modérateur, les différents conférenciers ont abordé divers sujets et les participants ont posé quelques questions. Il s'agit notamment de ce qui empêche l'Afrique de progresser rapidement vers une économie à faible intensité de carbone, en dépit de la dotation considérable consacrée à l'énergie renouvelable. Les participants ont également souhaité connaître le type de leadership déployé par la BAD en matière d'ER en général et d'AREI en particulier pour qu'elles se développent en Afrique.

Résultats/recommandations

Les principales recommandations ont été formulées comme suit :

1. Il est nécessaire de briser le mythe selon lequel les mini-réseaux ne peuvent pas contribuer au développement économique de l'Afrique.
2. Les partenaires africains devraient unir leurs efforts et faire en sorte que les investissements dans les énergies renouvelables soient affectés à des domaines prioritaires qui répondent aux besoins de la majorité de la population.
3. Les principes, directives et dispositifs de l'AREI doivent être strictement respectés afin qu'elle puisse tenir sa promesse envers l'Afrique.
4. 4. Que le terme « systèmes énergétiques décentralisés » ne se limite pas à la localisation des équipements et projets des ER, mais qu'il signifie aussi des prises de décision décentralisées.
5. L'Afrique devrait tout faire pour arrêter l'afflux d'équipements d'ER de qualité inférieure sur le continent.
6. Que les points focaux de l'AREI soient déterminés dans tous les pays africains et pas seulement dans les pays membres du Conseil comme c'est le cas actuellement. Cela permettra de mieux faire connaître l'AREI sur l'ensemble du continent.

COUVERTURE MÉDIAS ET RÉSEAUX SOCIAUX

CONNECTES
132,033

TWEETS
800

CONTRIBUTEURS
6159,60

COUVERTURE DES MÉDIAS

Financial Afrik: Une nouvelle ère dans la relation entre la BAD et la société civile

Linfodrome: Après l'Union européenne : A'Salfo atterrit à la BAD

APANews: Ouverture à Abidjan du 10è Forum de la BAD et de la société civile africaine

Hespress: Abidjan - La région de Tensift participe au Forum de la société civile africaine de la BAD

RTI: La BAD et les organisations de la société civile pour accélérer l'industrialisation de l'Afrique

Infomediaire: Côte d'Ivoire - Abidjan abrite le 10ème Forum de la société civile africaine

ACRONYMES

BAD : Banque africaine de développement

CARE : Cooperative for American Remittances to Europe

DAI : Unité de diffusion et d'accès à l'information (DAI) de la Banque africaine de développement (BAD)

IDEV : Évaluation indépendante du développement de la Banque africaine de développement (BAD)

IRPAD : Institut de Recherche et de Promotion des Alternatives en Développement (IRPAD Afrique)

ISDB : Banque islamique de développement

NESDA : Réseau pour l'environnement et le développement durable en Afrique

OXFAM : Oxford Committee for Famine Relief

PACJA : Alliance Pan Africaine pour la Justice Climatique

SFI : Société financière internationale

WACSI : Institut Ouest Africain de la Société Civile

ZLECAf : Zone de Libre-Echange Continental Africain



10e anniversaire

FORUM
DE LA SOCIÉTÉ CIVILE

ABIDJAN 7- 9 MAI 2019

AFRICAN DEVELOPMENT BANK GROUP
GROUPE DE LA BANQUE AFRICAINE
DE DÉVELOPPEMENT